



Ecrire avant le 19 aout !

## APPEL URGENT Juillet 2018

**Turkménistan,  
un des pays les plus  
autocratiques au  
monde ...**

République dirigée par  
G. BERDIMUHAMEDOW  
à la fois chef de l'Etat et du  
gouvernement

469,930km<sup>2</sup>/ 5,351,277 hab.  
Capitale: Achkhabad

Peine capitale abolie  
en 1999

Torture : OUI  
Pratiques médiévales ;  
et... procès inéquitables ;  
travail forcé ; journalistes  
harcelés

Partie au PIDCP, le pays a  
ratifié la Convention  
contre la Torture en 1999  
mais non l'OPCAT.



Nous vous invitons à  
adresser une copie du  
modèle de lettre ci-joint  
aux autorités dont  
l'adresse se trouve sur la  
lettre.

Affranchir à 0,79€ pour la  
Belgique et à 1,45€ pour  
l'international.



Gaspar Matalaev, défenseur des droits humains et reporter pour Alternative Turkmenistan News (ATN), était l'un des journalistes indépendants qui enquêtaient sous couverture pour dénoncer le travail forcé géré par l'État dans les champs de coton, notamment le travail des enfants. Lors de la récolte de coton 2016, il a rassemblé des preuves dans le district de Farap (province de Lebap) : des interviews et des photos de personnes forcées par les autorités à travailler dans les champs de coton, afin que les quotas gouvernementaux soient remplis...

### Exposé du cas

Aujourd'hui M. Matalaev est arbitrairement maintenu en détention au camp de Turkmenabat en vertu de fausses accusations et de sa condamnation à trois ans de prison après un procès inique fin 2016. Il est en mauvaise santé à cause des conditions extrêmes de sa détention. Sa famille n'est pas autorisée à lui rendre visite.

Pendant la récolte du coton de 2016, le défenseur s'était plusieurs fois rendu aux points de ramassage (lieu où les camions viennent chercher les travailleurs). Il avait interviewé des médecins, des enseignants et des fonctionnaires contraints de participer à la récolte sous peine d'être renvoyés de leur poste. Bien que le Turkménistan ait interdit le travail des enfants, Gaspar Matalaev avait interviewé des enfants qui travaillaient à la place de leurs parents ou des enfants embauchés par des familles (réquisitionnées), pour aider financièrement leurs propres parents.

Le 2 octobre 2016, l'agence ATN a publié un rapport de Gaspar Matalaev

intitulé "Ils amènent les enfants dans les champs à l'arrière des camions, comme des moutons à vendre". Deux jours plus tard, dans la nuit du 4 octobre, quatre policiers en civil ont arrêté Gaspar à son domicile. Sans présenter de mandat d'arrêt, ils ont annoncé au journaliste que son arrestation était liée aux informations qu'il avait postées en ligne. Son téléphone et celui de son frère ont été confisqués. Au commissariat, Gaspar Matalaev a été conduit au sous-sol, jeté à terre, et roué de coups. Il a été insulté pour avoir "dénigré la Patrie", reçu des électrochocs et été interrogé par des membres du ministère de la sécurité nationale tentant de lui faire avouer une fraude.

Le procès du reporter, qui s'est tenu le 9 novembre 2016, n'a pas respecté les normes internationales et de nouvelles accusations ont été portées contre lui, sans aucun fondement.

Au Turkménistan les crimes "modérés", comme la fraude, sont susceptibles de bénéficier d'une amnistie et les inculpés, peuvent jouir de libérations anticipées. En revanche les crimes financiers- dont la corruption justement ajoutée aux chefs d'accusations contre M.Matalaev- ne peuvent faire l'objet d'aucune clémence. Le tribunal a donc reconnu Gaspar Matalaev coupable et l'a condamné pour fraude et corruption au pénal.

### Contexte

Proportionnellement, le Turkménistan est l'un des plus grands producteurs de coton au monde. Le travail forcé administré par l'État soutient ce secteur. Suite aux révélations de Gaspar Matalaev, plusieurs entreprises étrangères ont refusé d'acheter du coton et des produits textiles turkmènes. Désormais leur production est examinée d'un peu plus près par les gouvernements occidentaux et les organisations internationales.

Journaliste à Free Europe/ Radio Liberty Soltan Achilova (69 ans) enquête sur la santé et les conditions de travail dans son pays. Elle a fait les frais de l'obscurantisme du régime: le 9 juin lors d'une visite à Yoloten, un coup à la poitrine l'a soudain expédiée à terre. Emprisonnée à plusieurs reprises pour possession de stupéfiants, objet de menaces de mort, elle est, à l'instar de beaucoup d'autres, constamment harcelée.

(Front Line Defenders)